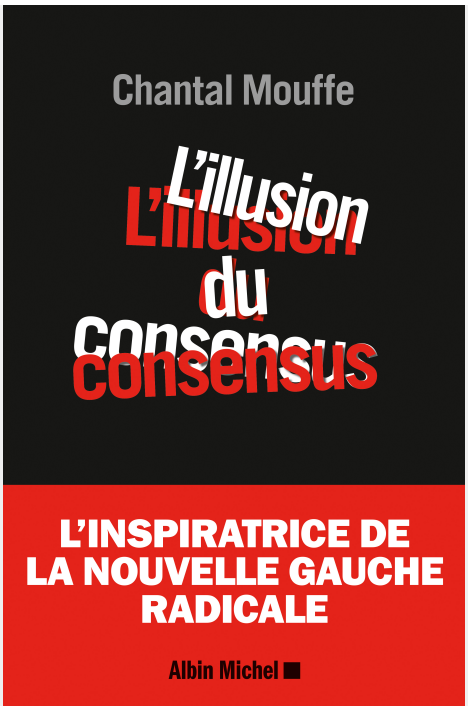
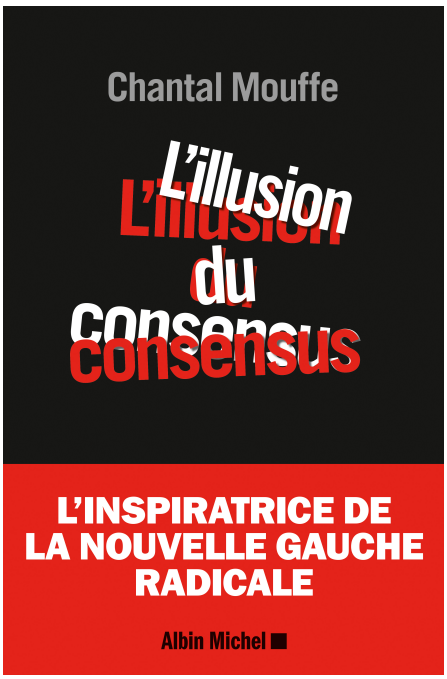
Le «populisme de gauche» comme refondation stratégique de la gauche? À propos de «L'illusion du consensus» de Chantal Mouffe



L'édition française de *Construire le peuple*[1] livre d'entretien entre Chantal Mouffe et Inigo Errejon – un des fondateurs et des plus brillants théoriciens de Podemos – donnera lieu à une floraison de commentaires si l'on en juge par l'écho qu'a rencontré la publication, il y a un an, de *L'illusion du consensus* [2].



Cet intérêt tient à l'influence de la philosophe belge et d'Ernesto Laclau, sur le mouvement espagnol et en France sur Jean-Luc Mélenchon. L'impact de leur propos tient aussi à son plaidoyer pour un « populisme de gauche » alors que la notion sature le champ du commentaire politique.

Dans la conjoncture d'échec de la gauche, social-démocrate et socialiste/communiste, l'ambition de refondation idéologique et stratégique de la gauche répond à une demande. En ce sens, le *moment populiste* trouve sa légitimité dans l'échec de la gauche face au néolibéralisme, l'abandon du peuple par une social-démocratie dévouée aux politiques libérales et par l'impasse historique du « socialisme réel ».

Le conflit agonique, condition de la démocratie

Un des points majeurs de cette réflexion porte sur l'activation du *conflit* comme essentiel à la démocratie. La polémique est frontale avec les approches néo et social-libérales théorisant l'obsolescence du conflit politique et du clivage droite/gauche au profit d'une entente consensuelle au « centre » (Giddens/Blair, Clinton, Schröder) jusqu'à la théorisation du post-politique au profit du sous-politique (Beck). Le conflit, comme refus du consensus, est un fondement de l'exercice de la démocratie. Un conflit « agonique » par opposition au « conflit antagoniste » en ce sens qu'il pose l'autre comme adversaire nécessaire et non pas comme « ennemi » à détruire. En ce sens, le conflit doit s'inscrire dans un cadre consenti, et nécessairement pluraliste. Ceci posé, Chantal Mouffe circonscrit l'opposition droite/gauche à « la reconnaissance de la division sociale et la légitimation du conflit » et non pas « un contenu particulier ». Se trouvent ainsi posés les termes d'un débat essentiel.

Un autre point remarquable tient à l'affirmation de la politique comme stratégie de conquête du pouvoir. Ce positionnement se distingue pour la critiquer de la théorisation de la distance prise avec le pouvoir, voire son rejet par les *nouveaux mouvements sociaux*. Cette lutte pour le pouvoir est centrale, d'où l'impératif de conflictualité. Une conflictualité qui ne pose à aucun moment le changement structurel de la base économique et sociale. Avec insistance, Chantal Mouffe se démarque explicitement d'« une politique révolutionnaire » qu'elle oppose à une « politique démocratique (qui) ne peut pas prendre la forme d'une confrontation ami/ennemi sans mener à la destruction de l'association politique ». Avec insistance, elle précise que la réflexion menée avec Ernesto Laclau, particulièrement dans *Hégémonie et stratégie socialiste*[3], « est aussi une critique du modèle jacobin de la politique » qui, selon elle, serait antagoniste avec la reconnaissance que « la politique se joue désormais dans une multiplicité d'espaces considérés jusque-là comme non politiques ». L'une de leur thèse centrale est la « nécessité de prendre en compte tous les combats démocratiques qui ont surgi d'une grande variété de relations sociales et qui, selon nous, ne pouvaient être cernés à travers la catégorie de "classe", désignés comme "nouveaux mouvements sociaux" ». On tient là la cohérence de la réflexion stratégique.

Nouveaux mouvements sociaux post-marxistes et radicalité

Un des points exigeants de l'intelligence de cette élaboration tient à l'attention portée à ce que ces

« nouveaux mouvements » expriment comme symptôme du moment et comme potentiel de transformation. Leur sous-estimation doit-elle conduire à considérer comme épuisés les mouvements traditionnels – partis de gauche, notamment communistes, et organisations syndicales – héritiers et continuateurs de luttes sociales et démocratiques marquées par l'affrontement de « classe » ? Après tout, la dimension de classe ne se décrète pas, ni la profondeur transformatrice des mouvements sociaux et leur politisation. Par contre, il est vrai que la revendication de la radicalité démocratique face à l'hégémonie néolibérale ne signifie pas en soi une stratégie de dépassement post-capitaliste, même si elle ne la contredit pas.

La revendication d'un positionnement post-marxiste appelle inévitablement une confrontation d'idées, moins sur sa légitimité, que sur ses prémisses théoriques et ses implications pratiques. La réduction du marxisme à son interprétation dogmatique facilite la critique sans épuiser le débat. Elle est stimulante cependant. Elle soulève l'impératif, pour ceux qui assument la dimension transformatrice du conflit politique, de ne pas se réfugier dans la nostalgie. Elle incite à mettre sur le métier la portée politique du communisme, à partir du réel, dans sa nouveauté et sa complexité. C'est-à-dire, aussi, un communisme débarrassé des pesanteurs paralysantes économicistes et téléologiques.

La proposition de construire le conflit politique dans une opposition entre *eux* et *nous* surplombant le conflit de classe pose un double questionnement. De qui parle-t-on ? Le refus de s'enfermer dans une confrontation socio-économique conduit à mettre au cœur de la confrontation le clivage « peuple/caste ». Sans vouloir assimiler les approches réactionnaires du populisme de droite de la proposition progressiste de Chantal Mouffe, Podemos et Jean-Luc Mélenchon, admettons que la déconnexion du clivage « peuple/puissant » de son contenu social transformateur porte le risque d'ambigüités non maîtrisées. On peut se poser la question de la pertinence d'un « populisme de gauche » comme réponse au populisme historiquement défini comme perversion de la démocratie directe par le ralliement à un guide identifié au « peuple » et le dépossédant de ce fait de son intervention consciente. Si Laclau – qui fut conseiller de Kirchner en Argentine – écarte la tentation caudilliste, il considère incontournable la figure de leader unifiant les aspirations et incarnant l'unité du peuple dans ses luttes éclatées[4]. Théoriser sur un « populisme de gauche » comme occupation de l'espace du « moment populiste » ne porte-t-il pas le risque d'avancer sur un terrain piégé ? Le rassemblement d'un peuple indéfini, à partir de ses affects, derrière son incarnation, fut-elle la plus progressiste, est-elle la voie la plus pertinente pour rendre à ce « peuple » sa souveraineté émancipatrice ?

Tempolarité de la stratégie populiste

Ces textes, comme l'entretien avec Errejon, ont le mérite d'affronter la question politique. La nouveauté des mouvements ne tient pas seulement aux formes d'expression et à leur créativité, pour significatives et riches de subversion qu'elles soient. On ne peut dissocier Occupy de la crise des subprimes, de la mise en cause de Wall Street ; ni dissocier Sanders d'Occupy de la lutte pour le salaire minimum à 15$. On ne peut dissocier Syntagma et Syriza de la crise de la dette de 2009 et de la violence de la cure d'austérité imposée par la Troïka ; ni les Indignados et les mouvements contre les expulsions ou contre les banques au fondement de Podemos de la crise de 2008, de la cure d'austérité imposée ; ou encore ni Nuit Debout de la lutte contre la Loi El Khomry.

L'évolution du débat, des problématiques posées par les mouvements confrontés à l'exercice du pouvoir, ou tout simplement aux réalités politiques comme aux États-Unis, en Espagne ou Nuit Debout en France, confirme la temporalité de ces problématiques et des mouvements, au sens large. Ce n'est pas une des moindres réflexions qu'appelle la lecture des ouvrages de Chantal Mouffe. En ce sens, d'un point de vue d'un communisme politique en recherche de stratégie, la polémique se doit d'être exigeante, respectueuse et agonique.

Pour aller plus loin :

- Sur le rapport entre mouvements sociaux et politique, voir *Nouveaux mouvements sociaux, partis politiques et syndicats : une nouvelle donne*, Actes du colloque de la fondation Gabriel Péri, 6 et 7 février

2015

- On consultera utilement la longue interview de Pablo Iglesias, fondateur de Podemos avec Inigo Errejon dans la *New Left Review*, mai–juin 2015. *Understanding Podemos* (en anglais et en espagnol).
- On pourra également lire le passage du livre de Roger Martelli *L'identité, c'est la guerre* (Paris, Les liens qui Libèrent, 2016) consacré à cette réflexion sur le « eux », le « nous » et le « tous ». Il a été reproduit sur le site de Silo : Roger Martelli, « L'impasse du populisme de gauche », *Silomag*, n° 1, 2 mars 2017. URL : https://silogora.org/limpasse-du-populisme-de-gauche/

---

[1] Chantal Mouffe, Inigo Errejon, *Construire le peuple*, Paris, éditions du Cerf, avril 2017.

[2] Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, mars 2016.

[3] Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Besançon, éd. Solitaires intempestifs, février 2009.

[4] Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, mars 2008.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Daniel Cirera, « Le "populisme de gauche" comme refondation stratégique de la gauche ? À propos de *L'illusion du consensus* de Chantal Mouffe », *Silomag*, n°2, avril 2017. URL : https://silogora.org/le-populisme-de-gauche/